



OSCAR SCOTT CARL POUR M LE MAGAZINE DU MONDE

M Le mag • Océans

Paul Watson, l'activiste des océans : « J'ai vite compris que manifester pacifiquement ne servirait jamais à rien »

Par Lucas Minisini

Publié hier à 05h00, modifié hier à 16h45

Lecture 14 min.

 Article réservé aux abonnés

 Offrir l'article



PORTRAIT | Le fondateur de l'ONG Sea Shepherd, avec laquelle il s'est brouillé, mène des opérations spectaculaires contre les chasseurs de baleines. Ses méthodes l'ont rendu célèbre, mais son jusqu'au-boutisme a aussi conduit à sa marginalisation. Détenu depuis le 21 juillet au Groenland, il vit sous la menace d'une extradition au Japon qui signerait la fin de cinquante ans de combat.

Autour du tribunal de Nuuk, capitale du Groenland, la tempête gronde. Sous la neige et le vent, ce mercredi 23 octobre un peu avant 9 heures, il fait encore nuit noire quand deux policiers escortent Paul Watson à l'intérieur du bâtiment administratif. Depuis l'arrestation du militant écologiste de 73 ans, le 21 juillet, alors qu'il remplissait le réservoir de son bateau, le *John-Paul-DeJoria*, dans le port de la ville groenlandaise, c'est la quatrième audience appelée à statuer sur son maintien en détention provisoire. En parallèle, le ministère de la justice du Danemark (dont l'autorité judiciaire s'exerce toujours sur le territoire autonome du Groenland) étudie la demande d'extradition émise par le Japon, à l'origine du mandat d'arrêt international contre le fondateur de l'ONG Sea Shepherd (« berger de la mer »), engagée depuis 1977 dans la défense des animaux marins.

Lire aussi |  [Entre le défenseur des baleines Paul Watson et le Japon, une épreuve de force de longue haleine](#)



Dans la salle exigüe décorée de deux aquarelles, Paul Watson, cheveux, barbe et sweat à capuche blancs, est assis en face de la procureure Mariam Khalil. Ce jour-là, comme à chaque fois, la magistrate rappelle les faits, vieux de quatorze ans, reprochés au capitaine : en 2010, lors d'une opération visant à stopper un baleinier japonais, il aurait causé des « *blessures* » à la joue d'un marin en lui jetant une boule puante. Devant le juge, le parquet n'use que de la formulation « *acide butyrique* », comme pour accentuer artificiellement la gravité de l'acte, et la procureure surprend toute la salle d'audience en comparant la violence supposée de l'activiste à celle d'une affaire locale, datant de 2017, où un adolescent avait tiré, à balles réelles, sur un bâtiment de Nuuk, puis en direction de plusieurs personnes, sans les toucher. Un rapprochement « *honteux* » et sans intérêt, dénonce Finn Meinel, l'avocat de la défense.

Dans la foulée, comme s'il haranguait une foule immense, l'accusé prend la parole contre cette « *procédure politique* » déclenchée par l'industrie japonaise de la pêche à la baleine, qu'il décrit comme une « *organisation criminelle* » responsable du « *braconnage* » des fonds marins. Après seulement dix petites minutes de délibération, le juge du tribunal de Nuuk a décidé de prolonger la détention du défenseur des océans de trois semaines supplémentaires, jusqu'au 13 novembre. Ce mercredi, sa détention provisoire a été prolongée jusqu'au 2 décembre.

Un « pirate » aux modes d'action directe

Depuis des décennies, Paul Watson cultive son approche jusqu'au-boutiste, malgré la pression judiciaire qui s'est abattue sur lui dès ses premiers pas de militant. Déjà, en 1980, une échauffourée avec des chasseurs de phoques dans le golfe du Saint-Laurent, au Canada, lui avait valu une condamnation à dix jours de prison. Aux Pays-Bas, en 1997, l'activiste, qui se vante d'avoir fait sombrer dix navires dans sa carrière de sauveur de cétacés, était interpellé pour avoir tenté de couler un bateau de pêche à la baleine dans les îles norvégiennes Lofoten. Plus récemment, en 2012, accusé de « tentative d'homicide » par des pêcheurs de requins au large du Costa Rica, il était placé sous contrôle judiciaire à Francfort, en Allemagne. Grâce à une opération montée par une équipe de fidèles, le « *pirate* », comme certains de ses soutiens aiment l'appeler, avait alors réussi à s'enfuir en se réfugiant dans les eaux internationales, quelque part dans l'océan Pacifique.

Paul Watson, en détention à la prison de Nuuk, au Groenland, le 28 octobre 2024. OSCAR SCOTT CARL POUR M LE MAGAZINE DU MONDE

Dans les mouvements écologistes, les méthodes de Paul Watson ont fait école. Ces trois dernières années, le sabotage d'infrastructures, que l'habile marin pratique depuis ses débuts, a été adopté par de nombreux groupes militants occidentaux comme Les Soulèvements de la Terre, en France, ou Just Stop Oil, au Royaume-Uni. Après la pandémie de Covid-19 et un regain mondial des investissements dans les énergies fossiles, beaucoup de jeunes ont abandonné les grandes manifestations lancées par Greta Thunberg entre 2018 et 2020, les jugeant peu efficaces.

Ils assument aujourd'hui de se « radicaliser », décrit le géographe suédois Andreas Malm, auteur de *Comment saboter un pipeline* (La Fabrique, 2020). Quitte à risquer des peines de prison ferme, alors que la généralisation de ces modes d'action directe s'est accompagnée d'une criminalisation accrue de leurs auteurs, avec des condamnations d'une sévérité inédite. Pour l'universitaire, l'emprisonnement récent de Paul Watson au Groenland symbolise cette « rude répression » subie par l'ensemble des organisations écologistes. « Les Etats n'acceptent pas que le mouvement de défense de

l'environnement leur rappelle constamment leur échec cuisant à protéger la planète », dénonce-t-il, à l'occasion d'un passage à Paris.

Dans nos archives | [Le militant écologiste Paul Watson, prisonnier des mers](#)



Aujourd'hui, pour aider à sa libération, le défenseur des baleines demande à la fois l'asile politique et la nationalité en France, où il réside déjà depuis deux ans. Avec son épouse, Yana Rusinovich, 43 ans, et leurs deux jeunes enfants, Tiger, 8 ans, et Murtagh, 3 ans, le vieux loup de mer partage son temps entre une péniche à quai, à Paris, et un pied-à-terre marseillais. Le projet de naturalisation, imaginé par M^e Jean Tamalet et M^e François Zimeray, deux des avocats français du septuagénaire, a été révélé au cours d'une conférence de presse organisée le 16 octobre par Image 7. Cette toute-puissante agence de communication parisienne dirigée par Anne Méaux œuvre depuis près de quarante ans aussi bien auprès des entreprises du CAC 40 que des personnalités politiques. Interrogé sur cette demande de nationalité, l'Elysée répond sans prendre de risque : « *Le président de la République suit le dossier avec attention, et des messages sont passés à tous les niveaux pour que les droits de Paul Watson soient respectés.* »

« Le prisonnier »

Rencontré dans la prison de Nuuk, le matin du 22 octobre, Paul Watson confie n'avoir aucun regret, quoi qu'il advienne sur le plan judiciaire. « *Tous les gens ayant accompli quelque chose dans leur vie ont un jour dû passer par la case prison, non ?* », réplique le navigateur au magnétisme intact, derrière un regard triste et cerné sous ses mèches indisciplinées. Pour interviewer l'un des plus célèbres écologistes de la planète, il faut se plier aux exigences de l'établissement pénitentiaire de la capitale groenlandaise, planté au bord d'un fjord, où la route se fond dans la banquise. Sans téléphone, laissé dans un casier à l'entrée de la prison, l'entretien doit durer deux heures, pas une seconde de plus, dans une cellule réservée aux visites, meublée d'une table, de trois chaises et d'un petit lit, qui donne sur un paysage de pierre et de glace.

Journalistes et sympathisants avec Paul Watson à sa sortie du tribunal de Nuuk, le 23 octobre, où il a appris que sa détention était prolongée jusqu'au 13 novembre 2024. OSCAR SCOTT CARL POUR M LE MAGAZINE DU MONDE

Dans ce pénitencier ultra-moderne, duquel une partie des prisonniers peuvent sortir pour travailler en ville, mais où lui est contraint à l'enfermement vingt-quatre heures sur vingt-quatre, l'activiste n'a rien abandonné des réflexes qui ont construit sa légende. Accoudé à la table, il revient sur l'histoire, peaufinée par des décennies passées à la raconter, de sa première rencontre avec une baleine, dont il a croisé le regard alors qu'elle agonisait après avoir été touchée par un harpon, en 1975. L'origine de son engagement, répète-t-il une fois encore. Ces dernières semaines, sans explication, les conditions de détention de Paul Watson se sont durcies : le prisonnier de premier plan n'a plus le droit aux appels téléphoniques, à part, chaque dimanche, un échange vidéo de dix minutes avec sa famille, restée en France.

Pour garder le moral, ce grand fan du chanteur canadien Leonard Cohen, dont il avait suivi les traces en Grèce à l'âge de 20 ans, écrit de longs poèmes sur son esprit « *sans entrave et libre* », malgré les hauts murs de ce pénitencier qu'il compare à un « *navire* » voguant entre les icebergs. Des moments

d'introspection entrecoupée du visionnage d'épisodes de *Game of Thrones* – sa série préférée. Sur les groupes Facebook de Nuuk comme dans tous les cafés ou bars de cette cité verglacée de 20 000 âmes, aux petites maisons colorées noyées sous une épaisse couche de neige, les habitants évoquent souvent « *le prisonnier* ». Pas besoin de dire son nom, tout le monde sait de qui il s'agit. Sur place, dans l'établissement pénitentiaire, une partie des détenus sollicite le populaire marin pour des autographes, tandis que d'autres, goguenards, lui proposent de partager des plats groenlandais typiques à base de baleine.

Concept de « non-violence agressive »

Fier, le patron d'ONG défend ses décennies de lutte contre la pêche illégale. Selon ses estimations, en cinquante ans, Sea Shepherd a sauvé environ 6 000 cétacés des filets. Après les campagnes menées dans l'Antarctique, le Parlement européen a interdit la vente de peaux de phoque dès 1983, avant de bannir tout produit issu de leur chair et de leur graisse, en 2009. Dans l'océan Pacifique au large de l'Australie, en 2016, l'ONG a réussi à empêcher l'exploitation de nouveaux gisements de pétrole par l'entreprise britannique BP. Tout ça, grâce au concept de « *non-violence agressive* », élaboré par Paul Watson. « *J'ai vite compris que manifester pacifiquement ne servirait jamais à rien*, explique-t-il, les mains croisées devant lui. *Face à des actions illégales comme la chasse aux baleines à l'échelle industrielle, il faut s'interposer physiquement, tout en s'assurant de ne blesser personne.* » Et filmer l'offensive dans ses moindres détails.

Inspiré par Marshall McLuhan, théoricien canadien des médias, et par la légende du cinéma français Brigitte Bardot, défenseuse des animaux devenue une amie proche, le protecteur de la faune marine considère en effet les caméras comme « *une arme* » diablement efficace pour causer du tort à ses « *ennemis* ». A partir de 2008, grâce à la chaîne de télévision américaine Animal Planet, l'équipe de Sea Shepherd s'était même lancée dans la télé-réalité, avec l'émission « *Whale Wars* » (« *Justiciers des mers* », à la télévision française), tournée durant sept saisons sur les bateaux de l'ONG, en pleine mission dans l'Antarctique.

Certaines des techniques phares de la flotte, comme l'usage de boules puantes, qui lui vaut les poursuites actuelles, ou d'un puissant canon à eau, ont d'ailleurs été pensées « *pour le grand spectacle* », malgré une efficacité limitée, précise-t-il en bon professionnel du storytelling. Pour ces opérations barrant la route à des chalutiers, l'ONG aux 3 millions d'euros de budget annuel peut mobiliser une dizaine de bateaux, un hélicoptère et des centaines de volontaires dévoués. Aux personnes qui souhaitent rejoindre son équipe, Paul Watson pose toujours la même question : « *Etes-vous prêt à mourir pour une baleine ?* » Sans surprise, le capitaine n'accepte qu'une réponse positive.

Dans nos archives | [Paul Watson, l'«écoguerrier» des mers](#)



Dans les milieux écologistes, ce rejet de tout compromis a isolé le charismatique activiste. Elevé sur la côte Atlantique du Canada, l'aîné de sept enfants s'est formé à l'action directe au cours de l'occupation de la réserve indienne de Wounded Knee, en 1973, dans le Dakota du Sud, par 200 Sioux et des militants de l'American Indian Movement, mouvement pour les droits civiques des Américains autochtones aux Etats-Unis. Après avoir obtenu un diplôme en communication à l'université Simon Fraser à Vancouver, Watson rejoint les premières campagnes de Greenpeace, au début des années 1970, notamment contre les navires soviétiques qui chassent la baleine pour leur huile, utilisée dans la construction de missiles balistiques en pleine guerre froide.

Mais, en 1977, l'emblématique ONG le met à la porte. Le jeune homme est accusé de « *vandalisme* », après avoir confisqué les dangereuses matraques de chasseurs de phoque, dans le Grand Nord canadien. Avec quelques amis, Paul Watson décide alors de créer la Sea Shepherd Conservation Society, sa propre organisation, avec un logo, bientôt iconique, montrant un crâne, un trident et un bâton de berger sur un drapeau noir. Une décennie plus tard, en 1986, une nouvelle exclusion le guette : alors qu'il se présente aux élections législatives canadiennes sur une liste du Green Party (le Parti vert), la formation politique découvre qu'il vient de couler un navire baleinier dans le port de Reykjavik, en Islande, et s'inquiète de la mauvaise publicité et de potentielles représailles judiciaires. La défaite électorale du candidat Watson réglera le problème.

Les supposés mercenaires

Au sein même de son organisation, les méthodes peu orthodoxes du pirate Watson provoquent des conflits, y compris avec ses partisans les plus fidèles. En 2019, la notice rouge d'Interpol – qui autorise l'arrestation immédiate d'un suspect partout dans le monde –, pourtant émise en 2012 par le Japon pour les fameux jets de boules puantes survenus deux ans plus tôt, semble tracasser la direction de la branche américaine de Sea Shepherd comme celle de Sea Shepherd Global. Créée en 2013, cette structure basée à Amsterdam coordonne les 20 antennes nationales de l'association, éparpillées à travers le monde et juridiquement indépendantes.

Certains hauts gradés de l'ONG exigent la démission de Paul Watson. La passe d'armes révèle alors deux visions incompatibles de l'engagement pour la planète, entre l'action directe d'un côté et la recherche constante du compromis de l'autre. « *Plusieurs dirigeants de l'organisation voulaient arrêter les confrontations en mer, pour nouer des partenariats avec des gouvernements et des entreprises plus ou moins recommandables* », s'insurge Paul Watson. Le fondateur contesté reproche à l'ONG de s'être associée à une multinationale australienne de la pêche dans l'organisation de certaines campagnes.

Plus grave, Paul Watson accuse les dirigeants d'avoir compromis son ONG avec Yamasec, une société de sécurité privée israélienne controversée, en lui confiant la sécurité de ses bateaux au large de l'Afrique de l'Ouest. Plusieurs témoignages accréditent ses attaques. Dans un rapport de l'ONG britannique Conflict Armament Research publié en 2018, la firme, composée d'anciens agents des services de renseignement de l'Etat hébreu, est mise en cause pour avoir participé à des trafics d'armes au profit des forces armées du Soudan du Sud, au milieu des années 2010.

Cette relation commerciale entre Sea Shepherd et les mercenaires basés en Ouganda aurait été nouée sans que Paul Watson en soit informé, affirme Lamya Essemblali, 45 ans, présidente de la branche française de l'ONG. Dans ce dossier, le 31 août 2023, Sea Shepherd France décide de poursuivre Sea Shepherd Global pour « *abus de confiance* ». « *Les campagnes africaines de Sea Shepherd Global servent en réalité de prétexte à Yamasec Ltd pour former des*

militaires de gouvernements d'Afrique de l'Ouest », peut-on lire dans la plainte que Lamya Essemblali a communiqué à M. Contactée, l'entreprise Yamasec n'a pas répondu à nos sollicitations. Selon Bryan (son prénom a été modifié à sa demande), ancien volontaire de l'ONG dans des missions au large de l'Afrique de l'Ouest et en Méditerranée, ces pratiques ont suscité « *beaucoup de tensions* » en interne.

Lamya Essemblali, présidente de Sea Shepherd France et bras droit de Paul Watson, à Nuuk, au Groenland, le 24 octobre 2024. OSCAR SCOTT CARL POUR M LE MAGAZINE DU MONDE

Un an avant cette plainte, la dispute a dégénéré en scission : le 27 juillet 2022, Paul Watson et Lamya Essemblali ont été évincés de la direction de la maison mère. Le fondateur de l'ONG a créé sa propre structure domiciliée en France, la Captain Paul Watson Foundation, où il a emmené les branches française, brésilienne et britannique de Sea Shepherd, qui lui sont restées fidèles. En réponse, les autres antennes ont porté plainte pour « *concurrence déloyale* », autour de l'utilisation du logo historique de l'ONG. Alex Cornelissen, le PDG de Sea Shepherd Global, a refusé de répondre à nos questions, se contentant d'un communiqué expéditif : « *Nous suivons de près la situation de Paul Watson et n'avons à ce jour aucun commentaire supplémentaire.* » Depuis son

arrestation, cet été, la direction de Sea Shepherd ne s'est jamais exprimée publiquement pour dénoncer l'emprisonnement de son fondateur.

Hashtag #FreePaulWatson

Aujourd'hui, de nombreuses personnalités appellent à la libération du célèbre détenu. Aux Etats-Unis, l'éminente primatologue Jane Goodall et James Cameron, réalisateur de *Titanic* et d'*Avatar*, ont multiplié les interventions sur les réseaux sociaux. Au cours d'une visite à la Maison Blanche, le 15 août, l'acteur Martin Sheen, le président américain de la série *The West Wing* (1999-2006), a plaidé la cause de son « ami » incarcéré, auprès du président Joe Biden. Selon Paul Watson, Lula, le chef de l'Etat brésilien, se serait proposé pour intervenir auprès de la diplomatie danoise afin d'empêcher son extradition.

En France, où le marin rebelle est très populaire, Brigitte Bardot, 90 ans, a demandé à Emmanuel Macron, dans une lettre publiée sur les réseaux sociaux, de faire preuve « *d'un peu de courage* » en lui accordant l'asile politique. « *C'est la mer qui l'aura* », promet la chanson *Le Dernier Mot*, écrite par plusieurs artistes grand public, dont Florent Pagny et Véronique Sanson, en soutien au gardien des océans. Grâce à son média en ligne *Vakita* et à un solide réseau, le journaliste et militant Hugo Clément amplifie cette campagne médiatique, en lien constant avec l'équipe française de Sea Shepherd.

En plus des nombreuses pétitions exigeant sa libération rapide, des manifestations sont organisées chaque week-end, partout dans le pays. Plus de 60 communes ont déjà affiché un grand portrait de Paul Watson, accompagné du hashtag #FreePaulWatson, sur la façade de leur mairie. Parmi elles, des municipalités de gauche comme Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), mais aussi Rassemblement national, comme Fréjus (Var), dirigé par David Rachline. Ce soutien de l'extrême droite dérange-t-il l'intéressé ? Pas du tout. « *Je peux parler à n'importe qui*, répond Paul Watson, dans sa cellule de Nuuk. *Je ne pense pas que le clivage politique soit pertinent dans l'écologie.* »

L'embarras des écologistes

Pour le fondateur de Sea Shepherd, la gauche et la droite sont les « *deux côtés de la même pièce* ». Lui défend le biocentrisme, ce courant de l'éthique environnementale qui met l'homme sur le même plan que tous les autres êtres vivants, et préfère donc se définir comme « *apolitique* ». Mais ce refus de choisir son camp l'a amené à nouer des alliances contestées et à s'aliéner une partie des militants écologistes, traditionnellement ancrés à gauche. Ainsi, en 1997, le pragmatique a fait équipe avec Jack Metcalf, élu républicain à la Chambre des représentants pour l'Etat de Washington, dans le but d'empêcher la tribu amérindienne Makah de reprendre sa tradition de chasse à la baleine, après des décennies d'interruption.

Dans le camp du rebelle des mers, on retrouve également David Foreman (1946-2022), influent fondateur du mouvement écologiste radical Earth First!, et longtemps membre du conseil consultatif de Sea Shepherd. Cet activiste, républicain revendiqué, multipliait les propos anti-immigration et se définissait comme « *doublement conservateur* », son conservatisme social impliquant automatiquement, selon lui, la conservation de la nature et de l'environnement. Paul Watson, dans une interview donnée au magazine français *Society* en avril 2015, s'est lui-même décrit comme « *très conservateur* ». « *Paul Watson incarne cette frange écologiste qui refuse la politique*, précise Antoine Dubiau, chercheur à l'université de Genève en écologie politique et auteur d'*Ecofascismes* (Edition Grevis, 2022). *Mais ça le rend instrumentalisable par l'extrême droite, qui tente de gagner en crédibilité sur les questions de protection de la planète.* »

Paul Watson, en détention à la prison de Nuuk, au Groenland, le 28 octobre 2024. OSCAR SCOTT CARL POUR M LE MAGAZINE DU MONDE

Le cas Paul Watson embarrasse la plupart des écologistes français. Leur soutien est discret, voire inexistant. Plusieurs personnes interviewées décrivent un « *malaise* » à l'idée de prendre la parole en sa faveur. « *Je ne sais pas trop comment gérer* », avoue Camille Etienne, qui a loué le « *courage* » du marin emprisonné, sur scène, lors d'un rassemblement organisé place de la République à Paris, le 4 septembre. Au cours de cette manifestation, la militante de 26 ans a été désarçonnée par la présence de plusieurs membres de la Fondation Brigitte Bardot, dont la présidente, plusieurs fois condamnée pour « incitation à la haine raciale », se présente comme un soutien de longue date du RN.

La jeune femme s'en est tenue pour l'instant à cette unique déclaration publique. « *Le mouvement est déjà tellement minoritaire qu'on ne peut pas se permettre de se déchirer*, développe-t-elle par téléphone, de l'université d'Oxford. *Mais il ne faut pas que la solidarité à son égard se transforme en blanc-seing* ». Plus sévères, d'autres collectifs, comme Action Justice Climat, ont relayé des posts sur les réseaux sociaux taxant explicitement Paul Watson

de « *racisme* », et reprochent à ses proches et à certains médias de cultiver un certain « *culte de la personnalité* ». Le 11 octobre, dans un très long texte publié sur le site Internet de Sea Shepherd France, Lamya Essemblali a voulu défendre « *Paul* » face à ces critiques. Bras droit et amie du marin, présente à ses côtés au Groenland à chaque audience au tribunal, la responsable de la branche hexagonale de l'ONG parle de « *couteau planté dans le cœur* ». Ces accusations sont « *totalelement fausses* », s'insurge-t-elle en précisant : « *Paul est un idéaliste, ça le rend vulnérable.* »

La fascination du grand public

Loin de ces brouilles d'activistes, le grand public reste fasciné par la figure du sauveur des baleines. Depuis l'arrestation de Paul Watson, cet été, sa propre fondation comme Sea Shepherd France n'ont jamais reçu autant de candidatures de volontaires pour leurs navires. Elles se comptent par dizaines chaque semaine, à tel point que l'antenne basée à Paris recrute actuellement un responsable des ressources humaines pour les traiter.

Quelques retraités et beaucoup de jeunes, de toutes les classes sociales, trépignent d'impatience à l'idée de rejoindre cet équipage. L'emprisonnement du chef n'a entravé aucune des campagnes : en Espagne, les bateaux de l'ONG quadrillent la mer pour protéger des tortues ; dans les îles Féroé, ils continuent de patrouiller contre la pêche à la baleine ; enfin, une opération est prévue en Polynésie française pour alerter sur les collisions entre les mammifères marins et les paquebots de croisière.

Ce matin du 22 octobre, dans sa prison groenlandaise, Paul Watson, en éternel scénariste de sa lutte, se réjouit de voir que ses démêlés judiciaires auront au moins permis de mettre « *un peu de lumière* » sur le combat de sa vie. Sur la table devant lui, le détenu a posé un épais paquet de lettres manuscrites. En quatre mois, il en a reçu plus de 3 000, envoyées du monde entier. De la part de sa famille, de ses amis, de célébrités et de quelques leaders politiques. Beaucoup, aussi, viennent d'enfants qui, en plus de quelques lignes de texte, aiment dessiner des baleines colorées dans la marge et écrivent au vieux

marin que, lorsqu'ils seront grands, eux aussi rêvent de sauver les animaux et la planète.

La mer au large de Nuuk, au Groenland, le 23 octobre 2024. OSCAR SCOTT CARL POUR M LE MAGAZINE DU MONDE

Lucas Minisini